

Un nouveau souffle dans les pales. Formulation d'une méthode d'analyse ressourcielle pour étudier les dynamiques des conflits territoriaux Cas de parcs éoliens en Suisse occidentale

AUTEUR.E.S

Adeline CHERQUI, Pierre-Henri BOMBENGER

RÉSUMÉ

Cette contribution traite des enjeux méthodologiques liés au recueil et au traitement des données permettant d'analyser des situations de luttes territoriales dans une approche longitudinale. En effet, les travaux sur les conflits territoriaux mettent en exergue les difficultés et limites des modes habituels de recueil et de traitement des données, notamment la distance expérientielle des acteurs, les lacunes mémorielles ou encore les reconstructions discursives. En réponse à ces difficultés, une méthode originale reconstruisant les dynamiques de mobilisation et d'engagement des acteurs dans les luttes territoriales est proposée. En s'appuyant sur une analyse des ressources d'action (usage du droit, création de connaissances et diffusion d'information, organisation de l'opposition, soutien politique et social), la mise en œuvre de la méthode sur quatre cas de parcs éoliens en Suisse fournit une comparaison des dynamiques des luttes observées, ainsi qu'une analyse séquentielle des évolutions de leurs pratiques et de leurs représentations sociales.

MOTS CLÉS

Projet éolien, conflits territoriaux, engagement des acteurs, méthodologie d'analyse, ressources d'action, représentations sociales

ABSTRACT

The present contribution deals with data collection and processing methods in longitudinal case studies of territorial struggles. Several studies on land use planning conflicts report difficulties due to the qualification and analysis of collected data: researches mention as frequent biases the distance between involved actors and the facts they report, actors' memory deficiencies, and the fact that actors tend to reconstruct their own discourse. Our research analyses four cases of wind power implementation in Western Switzerland and allows us to develop and test an original methodology which partly overcomes these difficulties: relying on a resource-based actors' analysis (legal instruments use, knowledge creation and dissemination of information, structuration of opposition, political and social support), we can propose simultaneously a long-term overview of actors' struggle dynamics and a sequential analysis of the involved actors' social representations.

KEYWORDS

Wind energy project, Sociospatial conflict, Stakeholders' commitment, Research methodology, Resource based actors' analysis, Social representations

INTRODUCTION

En 2011, les autorités fédérales suisses décident de l'abandon progressif de la production électrique nucléaire et engagent le pays dans une stratégie de transition énergétique s'appuyant notamment sur le développement de la filière éolienne. Dans ce cadre, notre projet

de recherche FNS Gouvernance territoriale de l'activité éolienne (Gouvéole¹) a pour objectif de mieux cerner les effets socio-territoriaux locaux des stratégies énergétiques fédérales et cantonales. Pour ce faire, nous avons sélectionné quatre études de cas dont les projets et/ou parcs éoliens se situent dans le massif jurassien suisse. Ces processus de création des parcs éoliens suscitent de fortes oppositions qui se transforment parfois en luttes territoriales pouvant se déployer sur des temporalités de près de deux décennies.

Dans le cadre de cette communication, nous souhaitons cibler notre propos sur les enjeux méthodologiques liés au recueil et au traitement des données permettant de qualifier et d'analyser ces situations de luttes territoriales. En effet, de nombreuses recherches sur les conflits (Céfaï & Trom, 2001 ; Fillieule, 2001) en aménagement du territoire (Torre *et al.*, 2010 ; Pham & Torre, 2012) portant sur des études longitudinales mettent en exergue les difficultés et limites des modes de recueil et de traitement habituels des données dans ce type d'études de cas. Parmi ces biais, les chercheurs distinguent notamment la distance expérientielle des acteurs, les lacunes mémorielles ou encore les reconstructions discursives.

En réponse à ces difficultés, cette contribution formule une méthode originale permettant de reconstruire les dynamiques de mobilisation et d'engagement des acteurs. En empruntant la typologie des ressources d'action développée par Knoepfel *et al.* (2006), notre modèle méthodologique propose de reconstituer ces dynamiques dans une approche séquentielle et longitudinale. C'est ainsi que les ressources d'action que nous avons retenues qualifient l'utilisation du droit, la création et la diffusion d'informations, l'organisation de l'opposition et enfin le soutien politique et social.

Cette approche méthodologique présente une double originalité : d'une part, la pluralité des sources mobilisées permet une double validation des données obtenues auprès des acteurs (analyse de la presse allant des articles aux éditoriaux en passant par les courriers des lecteurs, entretiens semi-directifs, analyse des documents institutionnels, etc.) et, d'autre part, elle structure les différentes phases d'engagement de leurs ressources et permet ainsi de qualifier les dynamiques de mobilisation des différentes parties en présence.

Notre communication est organisée en deux parties. Dans un premier temps, la présentation de la méthode met en évidence ses apports et ses limites dans la reconstruction longitudinale des luttes territoriales au regard des approches existantes. Puis la seconde partie propose une mise en application sur nos quatre terrains d'étude. Les résultats ainsi obtenus fournissent une vision à la fois globale des dynamiques de lutte sur le long terme et une analyse séquentielle des évolutions des représentations sociales des acteurs impliqués.

1. MÉTHODOLOGIE

Les luttes territoriales traduisent des réalités socioéconomiques forts disparates. En effet, l'analyse longitudinale de ces conflits voit se succéder des phases de latence, de fortes tensions politiques, médiatiques et/ou judiciaires, d'éventuelles recherches de compromis, d'intervention d'acteurs médiateurs, etc. Aussi, la qualification de la variation du degré de conflictualité s'avère un exercice peu aisé. L'analyse ressourcielle, parce qu'elle recense par acteur impliqué les moyens qu'il mobilise pour faire triompher son point de vue et/ou ses objectifs, est un révélateur du degré d'engagement des différents acteurs en présence. En

1 Projet Gouvernance territoriale de l'activité éolienne financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (subside 100017-150258).

particulier, elle donne à voir simultanément les stratégies de chacun des protagonistes, leurs capacités à mobiliser tactiquement des ressources et les effets réciproques de leurs mobilisations sur les représentations sociales et les comportements des autres acteurs.

L'analyse ressourcielle met particulièrement bien en évidence la capacité des acteurs à se saisir et à produire, à échanger et à confronter les ressources de l'action collective, qui peuvent ainsi se définir comme les moyens dont ils disposent, dans une dynamique relationnelle, pour faire entendre leurs points de vue. Or, la mise en relation de ces ressources d'action entre acteurs produit un ensemble de données matérielles de différentes natures (coupure de presse, acte légal, bordereau de paiement, note de séance, etc.) pouvant être récoltées par le chercheur et classées selon une typologie commune aux différents acteurs (ressources argent, confiance, force, droit, connaissance, etc.). La plupart de ces ressources ne sont pas indépendantes et l'engagement d'une ou plusieurs ressources par un acteur se traduit généralement par une réaction ressourcielle des autres protagonistes.

Pour illustrer notre propos, quelques études récentes (Torre *et al.*, 2010) ont mis en évidence l'intérêt de prendre en considération l'engagement des acteurs dans leur stratégie judiciaire ainsi que leurs pratiques de mobilisation sociale. Cependant, elles se restreignent à l'analyse des procédures judiciaires et laissent dans l'ombre la capacité des acteurs à se saisir des fenêtres d'opportunité prévues par les procédures de mise en œuvre de l'action publique (par exemple, la rédaction d'opposition, le droit de pétition, la convocation référendaire, etc.).

Les capacités d'action des acteurs dans ces luttes territoriales, en partie structurées par le cadre institutionnel, nous permet ensuite de les positionner, de manière évolutive, dans des rôles d'*insiders* (ceux qui fabriquent et accompagnent le projet) et d'*outsiders* (ceux qui sont exclus du projet objet de conflit) (Dupuy & Halpern, 2009 ; Hayes, 2002) tout au long de ces luttes territoriales.

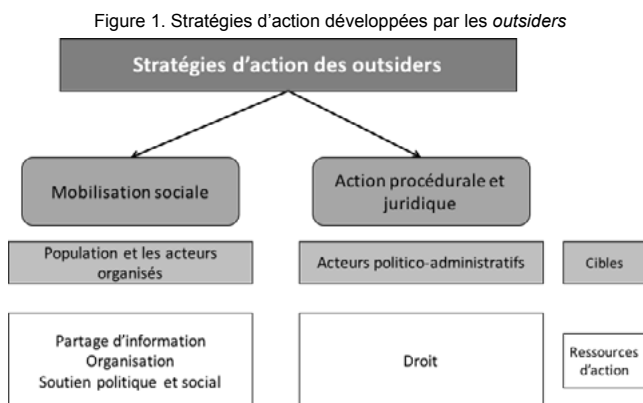
De manière très systématique pour chaque cas analysé, la méthode consiste à qualifier à travers une grille d'évaluation chaque support informationnel récolté par le chercheur au prisme de notre typologie remaniée des ressources d'action. Dans une approche que l'on pourrait qualifier de microsociologique, la compilation longitudinale des données pour chacun des types d'acteurs met en lumière les séquences de lutte territoriale qui se dégagent en fonction du degré d'investissement public des protagonistes. Le conflit territorial apparaît plus vivant, pluriel et surtout relationnel. Il est ainsi possible d'expliquer à quel moment de la procédure de mise en œuvre de l'action publique les *outsiders* vont mobiliser stratégiquement certaines des ressources d'action à leur disposition pour entrer en résistance ainsi que les effets engendrés par cet engagement sur les pratiques des autres acteurs impliqués. L'approche met également en exergue les évolutions des représentations sociales en action dans ces situations d'asymétrie ressourcielle entre acteurs. La méthode permet ainsi une lecture des pratiques d'apprentissage des acteurs, de leur capacité à agir stratégiquement, voire dans certaines situations à favoriser l'émergence d'arènes de négociation (Commaille & Jobert, 1998) plus ou moins formelles entre *outsiders* et *insiders*.

2. RÉSULTATS

L'analyse comparée de la mise en œuvre de notre grille d'analyse ressourcielle sur nos quatre études de cas permet ainsi de dégager la variation de l'intensité d'engagement des ressources par les différents acteurs dans ces luttes territoriales qui se déploient sur des

temporalités longues. Cette variation définit ainsi des séquences d'évolution des situations conflictuelles observées. Il apparaît que, lorsque le degré de lutte territoriale s'accroît, alors les *outsiders* développent des stratégies d'engagement plus complexes. Comme le schématise la figure 1, deux modes d'action combinés sont alors mobilisés et déployés sur au moins deux scènes d'action dissociées.

La première scène d'action est organisée autour d'un enjeu de mobilisation sociale en réaction au projet de parc éolien. Cette scène se définit par son objet : les *outsiders* cherchent à accroître le nombre et le type d'acteurs impliqués dans une contestation de nature politique au projet. Pour ce faire, ils mobilisent trois catégories de ressources d'action principales : le partage d'informations, l'organisation et le soutien social et politique. En parallèle, la seconde scène d'action des *outsiders* est organisée autour d'une approche de nature procédurale et juridique. Cette scène a pour objectif d'utiliser les ressources et les potentialités offertes par le cadre procédural pour infléchir la position des acteurs du système politico-administratif et en particulier des *insiders*. L'action se situe alors majoritairement sur le terrain réglementaire.



Cette conception en deux dimensions permet d'approfondir les approches usuelles de l'analyse de la conflictualité (Torre, 2010, 2012 ; Joerin *et al.*, 2001). Celles-ci ont en effet tendance à caractériser l'action des *outsiders* dans une approche univoque qui assimile la conflictualité à la mise en visibilité médiatique des actions entreprises sur le volet sociopolitique de leur engagement. Les résultats de notre travail soulignent quant à eux que l'action particulière des associations et des acteurs d'opposition se déploie bien dans ces deux dimensions.

De même, la dynamique de production et d'échange d'informations générée par les *outsiders* apparaît comme généralement consécutive à celle produite par les *insiders*, ces derniers devant *a minima* produire les données nécessaires aux études d'impact environnemental et à la délivrance des autorisations d'aménagement. Elle se caractérise par son caractère plus interactif (dans une optique de mobilisation sociale) que celle des porteurs du projet de parc éolien. En outre, elle peut souvent être qualifiée de proactive dans la mesure où elle ouvre de nouvelles thématiques/champs de connaissances (comme les impacts des éoliennes sur la santé) ou des méthodes d'évaluation d'impacts (par exemple les études d'impacts cumulés de plusieurs projets éoliens dans une même région sur l'avifaune et les paysages) qui ne sont

pas traitées par les procédures d'autorisation actuelles. En ce sens, les *outsiders* structurent pour partie le référentiel cognitif territorial du projet de parc éolien. Ce référentiel est ainsi le reflet des représentations sociales des acteurs en présence et se constitue dans le rapport de force entre les groupes sociaux impliqués dans le conflit d'aménagement.

RÉFÉRENCES

- Benford R. D., Snow D. A., 2000, « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 611-639.
- Céfaï D., Trom D., 2001, *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, éd. de l'EHESS.
- Commaille J., Jobert B., 1998, *Les métamorphoses de la régulation politique*, vol. 24, Paris, LGDJ.
- Dupuy C., Halpern C., 2009, « Les politiques publiques face à leurs protestataires », *Revue française de science politique*, 59(4), p. 701.
- Fillieule O., 2001, « Post scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51(1), p. 199-215.
- Hayes G., 2002, *Environmental protest and the state in France*, New-York, Palgrave Macmillan.
- Joerin F., Rey M.-C., Nembrini A., Desthieux G., 2001, « Information et participation pour l'aménagement du territoire », *Revue internationale de géomatique*, 11(3-4), p. 309-332.
- Knoepfel P., Larrue C., Varone F., 2006, *Analyse et pilotage des politiques publiques*, Zürich, Verlag Rüegger.
- Pham H. V., Torre A., 2012, « La décision publique à l'épreuve des conflits », *Revue d'économie industrielle*, n° 2, p. 93-126.
- Torre A., Melot R., Bossuet L., Cadoret A., Caron A., Darly S., Jeanneaux P., Kirat T., Pham H. V., 2010, « Comment évaluer et mesurer la conflictualité liée aux usages de l'espace ? Éléments de méthode et de repérage », *Vertigo*, 10(1) [en ligne : doi.org/10.4000/vertigo.9590 consulté le 22/01/16].

LES AUTEUR.E.S

Adeline Cherqui

Institut Insit, équipe Plani-D
HES SO – HEIG-VD
adeline.cherqui@heig-vd.ch

Pierre-Henri Bombenger

Institut Insit, équipe Plani-D
HES SO – HEIG-VD
pierre-henri.bombenger@heig-vd.ch